

For what it's worth : la droitisation « par en bas » n'a pas eu lieu
For what it's worth: The rightward-turn "from below" did not happen

par **Vincent Tiberj***

Introduction : un paradoxe électoral

Pourquoi questionner la droitisation en France après l'élection présidentielle de 2022 ? L'extrême droite n'a jamais obtenu autant de voix au premier et au second tour : 23,2 % des voix pour Marine Le Pen, plus 7 % pour Éric Zemmour, et 41 % des suffrages au second tour. Pour la deuxième fois consécutive, la gauche était absente du second tour et son score cumulé au premier tour, 32 %, reste particulièrement faible. En 2012, elle pesait 43,8 % des suffrages. Enfin Emmanuel Macron a été réélu largement. Même si les législatives ont permis à la gauche réunie dans la NUPES de reprendre pied à l'Assemblée nationale avec 151 députés répartis dans quatre groupes, le RN compte désormais 89 députés et la coalition présidentielle reste de loin la mieux représentée.

La gauche d'en haut, celle qui recueille les voix, est minoritaire, mais est-ce le cas des valeurs de gauche ? Les demandes de redistribution, la tolérance, l'acceptation des minorités ont pourtant beaucoup progressé dans les dernières années. Notre thèse est que votes et valeurs diffèrent et que le tropisme vers la droite des premiers va à l'encontre des évolutions normatives de l'électorat. Les élections de 2022 sont donc une défaite « à contre-courant » pour la gauche qui doit être interrogée.

Les urnes ont effectivement parlé, mais se borner à ne comptabiliser que des noms sur un bulletin et en déduire des équilibres politiques stables est trompeur. La sociologie électorale a amplement démontré que les résultats des élections sont aussi des « artefacts » dépendants des contextes, de la cam-

pagne, des enjeux, des stratégies des acteurs et même des personnalités des candidats (pour une revue de littérature, voir Jacobson, 2015). D'autres campagnes présidentielles étaient possibles, mobilisant d'autres enjeux, faisant apparaître d'autres propositions politiques avec sans doute d'autres résultats. Aurait-on connu les mêmes conclusions si la campagne avait été plus intense ? Si l'on avait davantage parlé climat, pouvoir d'achat ou inégalités sociales ? On sait depuis longtemps que les campagnes sont à la fois des moments qui viennent remobiliser et réaligner les citoyens (Hansen & Pedersen, 2014 ; Tiberj *et al.*, 2013), mais aussi des moments où les différents acteurs vont tenter d'imposer les enjeux qui leur conviennent, d'éviter ceux qui leur sont défavorables (« *agenda effect* ») et d'imposer leurs manières de les problématiser, de les cadrer (« *framing effect* »).

Chaque campagne est unique et celle de 2022 a été particulièrement défavorable aux valeurs de gauche, notamment par l'agenda et les cadrages dominants. La crise sanitaire et l'invasion de l'Ukraine ont minoré la place médiatique qui était généralement consacrée à la présidentielle. Le président sortant a retardé le plus possible son entrée en campagne (comme François Mitterrand en 1988) et, ce faisant, a contribué à réduire l'espace médiatique de la campagne et de ses concurrents. Qui dit moins de temps d'antenne, dit aussi moins de possibilités de couvrir l'ensemble des enjeux et des programmes et donc moins de possibilités pour les électeurs de s'informer et de pouvoir relier valeurs et candidats qui y correspondent. On a également assisté à une mise à l'agenda particulièrement réussie autour des questions d'immigration, de « grand remplacement » et d'identité, au détriment pour-

* Professeur des Universités, Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim
Science Po Bordeaux, 11 allée Ausone, 33607 Pessac CEDEX, France
v.tiberj@sciencespobordeaux.fr

tant des demandes de l'électorat¹. Cette mise à l'agenda s'est également accompagnée d'une centralisation de la campagne sur la candidature d'Éric Zemmour (Sécaïl, 2022 ; Hervé, 2022).

Mis bout à bout, ces différents éléments ont pesé sur les comportements électoraux, en mettant en avant certains débats plutôt que d'autres, certaines priorités plutôt que d'autres, certaines valeurs plutôt que d'autres. À propos des valeurs et des votes, Étienne Schweisguth avait proposé une métaphore « des cordes » : les candidats pouvaient jouer sur une dimension de valeurs (socio-économiques, culturelles, environnementales) ou sur une autre, faire vibrer une ou plusieurs dimensions et ainsi produire des résultats électoraux différents. L'important est ici de rappeler que votes et valeurs ne sont pas synonymes et que les votes ne reflètent donc pas forcément l'état normatif des électeurs.

Dans cet article, je ferai le point sur les évolutions des valeurs depuis les années 1970, avant de montrer comment les valeurs se sont traduites en votes en 2022. C'est ainsi que le hiatus entre valeurs et votes pourra être expliqué. Un retour préliminaire sur les notions de droitisation et de politisation des valeurs est néanmoins nécessaire pour expliquer comment se construit cette analyse.

Remarques sur les notions de droitisation par en bas et de politisation valeurs

Il va s'agir ici d'interroger et de réfuter la thèse de la droitisation par en bas. Néanmoins, il convient d'abord de définir cette notion. Le « par en bas » implique de se concentrer sur les citoyens, alors qu'on les laisse trop souvent au second plan. Par conséquent, je mettrai de côté les mécaniques à l'œuvre dans les partis et l'offre politique en général (voir sur ce point Lefebvre, 2022), ainsi que dans les sphères médiatiques et intellectuelles (Mattonti, 2021 ; Mahoudeau, 2022). Certes, une partie de ce qui se passe en haut pèse sur les dynamiques d'en bas, comme on le verra, mais les citoyens évoluent aussi de manière autonome, notamment avec la diffusion de nou-

velles normes à travers la « socialisation inversée » des enfants vers leurs ascendants, par exemple.

Le terme le plus complexe reste celui de droitisation, qui ne provient pas de la sphère scientifique et relève souvent d'une logique de justification de la part des acteurs politiques et médiatiques. La droitisation serait la « tendance à faire prévaloir les idées de droite » (dictionnaire *Larousse*, 2022). Mais dire que « les Français se sont droitisés » est une phrase ambiguë : elle peut être le constat d'un mouvement vers du conservatisme, mais aussi être une affirmation que certains acteurs espèrent autoréalisatrice, ou même une justification pour un candidat ou un parti afin d'expliquer leurs évolutions programmatiques. Se pose aussi la question de ce qu'on mesure : des voix exprimées, des positionnements sur un axe gauche/droite ou des valeurs.

Ici j'ai choisi de me centrer sur les valeurs. Ce choix permet de comprendre les évolutions électorales et de démontrer les décalages entre offre politique et positions des citoyens. Sur les votes, deux phénomènes peuvent interagir : des changements de valeurs ou des changements du lien entre offre politique et citoyens. Ainsi, la baisse d'influence de la gauche partisane et notamment du Parti Socialiste, peut alors s'expliquer de différentes manières : soit effectivement le programme défendu ne rencontre plus les priorités des électeurs devenus plus conservateurs ; soit les partis se sont eux-mêmes droitisés et dans ce cas leur perte d'influence tient à leur éloignement de leur base électorale ; soit enfin, c'est la capacité de ce camp à représenter les valeurs des électeurs qui est en cause. Autrement dit, on ne peut traiter de la droitisation sans interroger la connexion électorale, car celle-ci n'est pas une simple courroie de transmission entre les citoyens et l'offre politique.

Se pose aussi la question de ce que sont les valeurs de gauche (ou progressistes) et les valeurs de droite (ou conservatrices). Il est difficile d'essentialiser *a priori* une valeur comme « de gauche » ou « de droite », parce que le périmètre de ces valeurs a évolué dans le temps et s'avère l'enjeu de lutte de classements de la part des acteurs politiques eux-mêmes. Quand on reprend les définitions de la gauche et de la droite établies par André Siegfried (1913), les deux camps

1. D'après un sondage IPSOS SOPRA STERIA pour France Inter réalisé en janvier 2022, 51 % des répondants citaient, parmi leurs préoccupations principales, le pouvoir d'achat, 32 % le système de santé, 30 % l'environnement,

29 % l'immigration, 26 % l'épidémie de COVID, 24 % la délinquance et 22 % les inégalités sociales, ce qui ne reflète pas l'agenda médiatique.

s'opposent essentiellement sur la question du régime (république ou monarchie) et sur la religion (catholicisme contre sans-religion). La question sociale n'entraîne pas dans l'équation. Cela pouvait expliquer pourquoi des petits propriétaires agricoles étaient considérés par l'auteur comme l'un des groupes sociaux les plus favorables à la gauche, quand leurs lointains descendants se sont illustrés tout au long de la cinquième République comme l'un des bastions du vote conservateur. Néanmoins sur la période qu'on couvre ici, on peut considérer que sont conservatrices les valeurs qui rejettent la diversité, promeuvent le maintien d'une société traditionnelle ainsi que le libéralisme économique ; et sont progressistes les valeurs inverses.

Certaines de ces valeurs pouvaient ne pas être reliées au positionnement politique des individus avant de le devenir par la suite, d'autres pourraient ne plus l'être. Ceci renvoie à la question des différentes dimensions de valeurs et de leur politisation. Autrement dit, il peut y avoir une droitisation sur certaines dimensions, mais pas sur toutes, et les conséquences politiques de cette droitisation peuvent être très différentes selon qu'il s'agit d'une dimension centrale pour structurer les votes ou d'une dimension secondaire. Cela renvoie ici aux fondations sur lesquelles sont structurés les votes et les placements politiques. Ronald Inglehart (1979) avait postulé l'obsolescence de la vieille politique fondée sur les valeurs et les enjeux matérialistes (notamment socio-économiques), et l'émergence d'une nouvelle politique fondée sur les valeurs « postmatérialistes » (centrées sur l'épanouissement de soi et l'identité des individus). Nous avons démontré à plusieurs reprises que les enjeux socio-économiques continuent de travailler les citoyens (Tiberj, 2012, 2017) et qu'au minimum on peut identifier deux dimensions de valeurs qui structurent les votes : cette dimension socio-économique et une dimension culturelle qui intègre les enjeux autour des questions d'immigration, de genre, d'autorité, suivant en cela les analyses de Gérard Grunberg et Étienne Schweisguth (1990). On peut s'interroger sur de nouvelles distinctions autour de la globalisation, ou de l'environnement (Gougou & Persico, 2017), mais on manque encore de recul et d'indicateurs pour pouvoir statuer sur ces nouvelles dimensions.

Les hauts et bas des valeurs de gauche

En matière de valeurs et de dynamiques de valeurs, les perceptions sont souvent trompeuses. Ici encore, les stratégies

des acteurs sont déterminantes. Quand on annonce que les Français se seraient convertis au libéralisme économique, ce peut être pour le déplorer et essayer de les remobiliser, ou bien pour considérer que les « vraies questions » sont désormais ailleurs et ainsi éviter d'avoir à rendre des comptes sur l'abandon des questions sociales et économiques. De plus, ces perceptions sont aussi dictées par l'actualité et son traitement et, par conséquent, sont tributaires d'un biais présentiste ou de mise à l'agenda. Parler d'agressions xénophobes, homophobes ou de violences sexuelles et sexistes aujourd'hui ne signifie pas nécessairement que le phénomène est en progression ou qu'il n'existait pas avant.

Pour mesurer les évolutions de valeurs, il faut disposer des indicateurs appropriés. Nous manquons en France de grandes enquêtes longitudinales avec une culture des séries d'opinions à la différence des États-Unis par exemple. On dispose de quelques baromètres stables, comme celui de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), à partir de 1990 ou celui de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) sur la protection sociale à partir de 2000, alors qu'outre-Atlantique la *General Social Survey* existe depuis 1972. Heureusement, des solutions existent. Ici on s'appuie sur la méthode du « *mood* » élaborée par James Stimson (2018).

James Stimson, Cyrille Thiébaud et moi-même (2012) avons compilé des données de sondage relatives aux valeurs en France depuis les années 1970. Ont été sélectionnées toutes les questions répétées dans le temps à la condition qu'elles présentent une alternative normative claire (libérale/sociale, tolérante/intolérante par exemple) et qu'elles ne mentionnent pas dans leur libellé de parti ou de responsable politique. Cette compilation a pour but de créer ce que J. Stimson a baptisé un « *mood* » (une « humeur »). En France, nous parlons d'« indice longitudinal de préférence ». Ces indices sont une mesure synthétique des évolutions de l'opinion publique sur les dimensions qui intéressent les chercheurs. Cette méthode a un grand avantage : on n'a pas besoin de données exhaustives pour calculer sa valeur, il suffit d'avoir certaines séries. Au final, on obtient donc une note sur une échelle qui peut théoriquement évoluer de 0 à 100 : ainsi, 0 constitue un cas fictif où les citoyens français n'auraient que des demandes économiquement libérales, et 100 celui où chaque individu exprimerait des préférences sociales.

Pour cet article j'ai construit trois indices : un indice sur la dimension des valeurs socio-économiques et deux indices sur la dimension des valeurs culturelles (Figure 1). L'un traite des enjeux autour de la place des femmes et des rôles de genre, de l'acceptation des minorités sexuelles, de l'autorité et des questions sécuritaires, l'autre traite de la tolérance à l'endroit des immigrés, des minorités d'origines et de religion, du multiculturalisme. Ce dernier est très proche de l'indice longitudinal de tolérance (Stimson *et al.*, 2012) qui s'appuie uniquement sur le baromètre de la CNCDH, mais englobe d'autres années et d'autres enquêtes qui incluent ce type de questions.

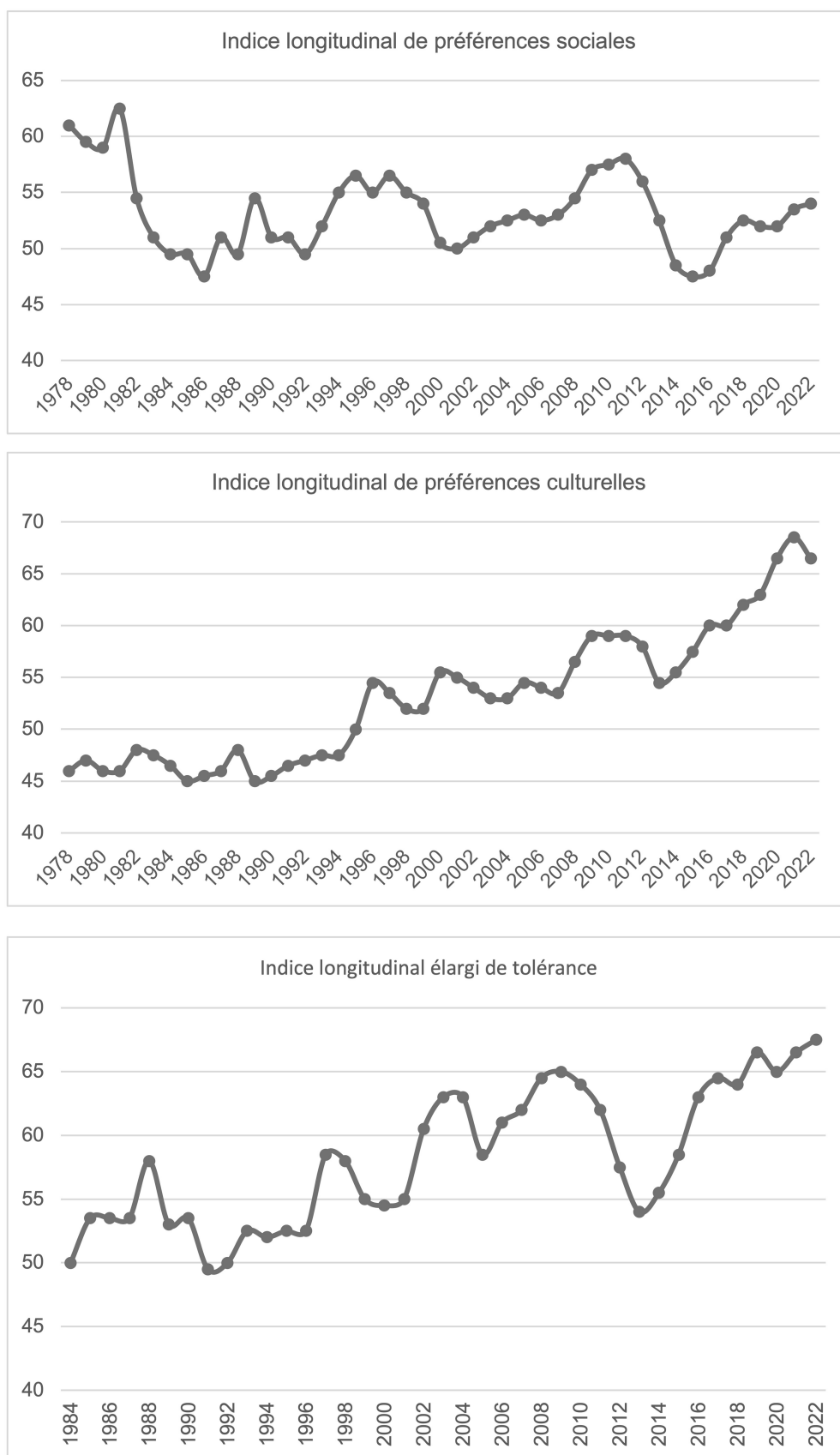
L'indice longitudinal de préférences sociales couvre la période 1978-2022 et repose sur 108 séries de questions ainsi que sur 785 points de données. On trouve notamment des questions relatives à la place de l'État dans l'économie, au nombre de fonctionnaires, au montant du RMI puis du RSA. L'indice longitudinal de préférences culturelles se fonde sur 28 séries et 211 points de données sur la même période. Les questions portent sur la peine de mort, la sévérité des tribunaux, la place des femmes ou encore l'adoption par les couples homosexuels. Enfin, l'indice longitudinal élargi de tolérance agrège 98 séries de questions et 1016 points de données depuis 1984. On y retrouve des séries sur le nombre d'immigrés, sur leur place dans l'économie, sur les opinions à l'endroit des juifs ou des musulmans par exemple. Ces deux derniers indices sont très fortement corrélés (+0,82) alors que les liens avec l'indice longitudinal de préférences sociales sont beaucoup plus faibles (+0,25 avec celui de préférences culturelles et +0,24 avec l'indice de tolérance).

L'indice de préférences culturelles raconte une « révolution tranquille » en France, ce qui n'est pas forcément ainsi que les acteurs et associations qui ont permis ces changements perçoivent les années écoulées. Le niveau de l'indice était de 45 dans la décennie 1980 puis il a dépassé pour la première fois le seuil des 50 autour de 1994, pour ne plus jamais redescendre en dessous. Il a dépassé les 55 pour la première fois en 2000, puis a atteint les 60 en 2016. Pour l'heure, son maximum 68,5 a été atteint en 2021 et il est estimé à 66,5 en 2022. Une approximation linéaire, qui impliquerait une progression continue de l'indice, en serait un bon résumé puisque cette droite expliquerait 86 % de la variance de la courbe. Bien sûr, on constate des retours en arrière, synonymes de crispation des opinions, et ces retours correspondent à des périodes bien particulières de politisation de ces enjeux. Par exemple

l'indice a chuté après l'élection de François Hollande, particulièrement en 2013 (-4 points en un an) et cette baisse n'a été résorbée définitivement qu'en 2016. Elle correspond aux débats autour du mariage pour tous et à la mobilisation des catholiques pour empêcher l'adoption de la loi Taubira. On retrouve la même évolution de l'indice au moment du PACS. Mais sur le long terme, les conceptions de la place des femmes et l'acceptation des minorités sexuelles ont considérablement évolué. On a régulièrement demandé si « l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité » : en 1981 la proportion de réponses positives était de 29 %, alors qu'en 1995 elle atteint 62,5 %, puis 80 % en 2005 et dépasse 90 % dans les années 2010. L'adoption par les couples homosexuels était acceptée par 32 % des répondants en 2000, c'est désormais 66,5 % des répondants en 2021. On retrouve ce type de progression dans l'opposition à la peine de mort : les anti-peine capitale pesaient 36,5 % en 1988 ; en mars 2022, ils sont 63,5 %.

Les évolutions sont plus contrastées pour l'indice longitudinal élargi de tolérance. Une approximation linéaire n'explique plus que 64 % de la variance, ce qui dénote bien une évolution globale vers plus d'ouverture à l'immigration, mais aussi des ruptures qui marquent des moments de crispation ou de forte progression de la tolérance. Pour se rendre compte de la progression de la tolérance sur le long terme, on peut reprendre certaines questions anciennes. Le soutien au droit de vote des étrangers était de 34 % en 1984, alors qu'en 2022 il est de 58 % (et a même atteint 66 % en novembre 2011, six mois avant l'élection de François Hollande). En 1992, 44 % des répondants considéraient que les immigrés sont une source d'enrichissement culturel ; en 2022, ils sont 76 % ; en 1988, 69 % des répondants considéraient qu'il y a trop d'immigrés en France ; ils ne sont plus que 53 % en 2022.

À partir du baromètre de la CNCDH, j'ai pu prouver que les préjugés xénophobes reculent grâce à plusieurs phénomènes de moyen terme, à commencer par le renouvellement générationnel et l'élévation du niveau de diplôme (Tiberj, 2020). S'opposer au mariage d'un de ces enfants avec une « personne noire » : 68 % des membres de la cohorte 1940-1955 trouvent cela grave en 2022, contre 75 % des individus nés entre 1956 et 1977, et 89 % des individus nés après. 54 % des membres de la cohorte 1940-1955 considèrent qu'ils ne se sentent plus chez eux en France. Dans la cohorte 1977 et après, ils sont 36 %. Mais, en vieillissant, les cohortes du

Figure 1 : Indices longitudinaux de préférences sociales, culturelles et de tolérance (1978-2002)

Sources : données compilées par James Stimson, Cyrille Thiébaut et Vincent Tiberj. Calculs de l'auteur à partir du logiciel Wcalc.

Baby-Boom ne sont pas devenues plus xénophobes, au contraire : en 1999, 62 % ne se sentaient plus chez eux en France alors qu'ils avaient entre 44 ans et 59 ans. On retrouve aussi derrière les évolutions sur les questions de genre ou d'acceptation des LGBTQIA+.

À côté de ces mouvements de moyen terme, on constate toujours des variations, soit vers plus soit vers moins de tolérance, car ces attitudes dépendent des débats et des cadrages dominants au moment des enquêtes. Ce ne sont pas les événements en tant que tels qui pèsent directement sur les opinions des individus, mais la manière dont ces événements sont « interprétés » par les élites politiques, sociales et médiatiques. Leurs responsabilités sont donc particulièrement importantes pour créer un récit dominant. Par exemple, lors des violences urbaines de 2005, la focale autour « d'émeutes musulmanes » a été particulièrement présente dans les débats français, au détriment d'autres manières de couvrir et d'interpréter ces événements, en termes d'inégalités sociales ou de relégation urbaine par exemple (Tiberj, 2008). Ce « prisme musulman » a eu des conséquences majeures sur la montée de l'islamophobie et de la xénophobie dans certaines strates de l'opinion publique puisqu'il a abouti à une baisse de l'Indice longitudinal de tolérance de six points. À l'inverse, les attentats de janvier 2015 ont été l'occasion de « sortir par en haut », grâce notamment aux manifestants « *Je suis Charlie* », qui prônaient la tolérance, le refus des amalgames et l'attachement à la liberté d'expression, et non le rejet de l'islam et des immigrés (Mayer & Tiberj, 2016). Les citoyens, quelles que soient leurs caractéristiques sociales et politiques, sont ambivalents sur ces questions, comme l'a montré Paul Kellstedt (2003) pour les Américains. En chacun de nous coexistent des dispositions à l'ouverture aux autres et à la fermeture. La domination des unes sur les autres dépend du contexte dans lequel évoluent les individus, de leur voisinage, de leurs réseaux interpersonnels et des discussions qui s'y déroulent, mais aussi de la manière dont les élites politiques, médiatiques et sociales racontent l'immigration et la diversité.

Les variations de l'indice s'expliquent aussi par la couleur politique du gouvernement, selon « l'effet thermostatique » (Wlezien, 1995). Quand la droite est au pouvoir (par exemple entre 1993 et 1997 et entre 2002 et 2012), la tolérance progresse, tandis qu'un gouvernement de gauche induit une baisse de la tolérance (par exemple avant 1993 ou entre 1997 et 2002 et surtout lors des premières années du mandat Hol-

lande). Plusieurs mécanismes peuvent expliquer ce phénomène : le gouvernement fait des mécontents et donc l'impopularité de ses politiques progressent tandis que la parole de l'opposition gagne en crédibilité, d'autant plus quand elle est soutenue par des mouvements sociaux (soit pro-immigration, soit anti-migrant) et par des prises de paroles médiatiques. Que penser du premier mandat d'Emmanuel Macron de ce point de vue ? Si on prend le point 2016, les évolutions de l'indice (+4) amènent à le considérer de droite.

L'indice des préférences sociales n'indique aucune tendance linéaire dans le temps. Une telle approximation explique seulement 5 % de la variance. Cela n'implique pas que ces valeurs n'évoluent pas ou qu'elles ne sont plus pertinentes. Bien au contraire, ces questions continuent à cliver fortement entre les répondants. Si on avait effectivement assisté à une acceptation de plus en plus large des logiques de marché par exemple, l'indice aurait alors dû suivre une tendance à la baisse, ce qui n'est clairement pas avéré.

L'indice social se caractérise par des fluctuations. Elles n'ont que peu à voir avec les indicateurs macro-économiques français, mais suivent bien la logique thermostatique : quand la gauche dirige, l'indice décroît, et inversement quand la droite est au pouvoir. Avec l'élection de F. Mitterrand, la chute des demandes sociales a été particulièrement forte (-7 points entre 1981 et 1986) et même si elles ont réaugmenté entre 1986 et 1987, elles sont restées jusqu'au milieu des années 1990 relativement basses (entre 46 et 48). L'élection de François Hollande arrive après une remontée de l'indice particulièrement forte depuis 2001 : on passe alors de 50 à 58 en 2011. Il y avait bien de fortes demandes sociales au moment de la présidentielle de 2012, avec un niveau qui n'avait plus été atteint depuis les années 1970. La chute de l'indice entre 2011 et 2016 est alors d'autant plus étonnante que le bilan en termes de politiques publiques de François Hollande n'a pas grand-chose de comparable avec celui de François Mitterrand. En revanche, les évolutions de l'indice social pendant le premier mandat d'Emmanuel Macron sont celles qu'on observe avec des gouvernements de droite. En 2016, les demandes de redistributions étaient particulièrement basses (48), et très proches du minimum historique de 1986 (47,5). En 2021, elles sont remontées de 5,5 points pour retrouver un niveau qui n'avait plus été atteint depuis 2008.

Alors, droitisation par en bas ? Au vu des trois indices, la réponse est négative, surtout si on prend la précédente présidentielle comme point de comparaison. Par rapport à 2016, l'indice de préférences culturelles a progressé de 8,5 points, l'indice élargi de tolérance de 3,5 points et celui de préférences sociales de 5,5 points. Si on prend comme point de comparaison 2011, seul l'indice social est en recul (−4,5 points), mais sur les deux autres indices culturel et de tolérance, la situation est plus favorable pour les valeurs « de gauche » à la fin du mandat d'Emmanuel Macron qu'à la fin de celui de Nicolas Sarkozy.

Connecter les valeurs au vote : la « politique des deux axes »

Dans cette situation, pourquoi la gauche partisane est-elle aussi faible ? Il y a bien sûr une multitude de réponses y compris des facteurs de court terme qui tiennent aux différentes candidatures, aux tactiques politiques, aux différents effets d'agenda et de cadrage ainsi qu'aux évolutions du système médiatique français. Il y a aussi des effets de plus long terme qui tiennent notamment à la politisation des valeurs (on retrouve l'analogie des cordes évoquée précédemment). Certaines valeurs, si elles sont « jouées » pourront peser, au détriment d'autres qui sonnent moins fort ou en mode mineure. Ce lien entre votes et valeurs est maintenant l'objet sur lequel on va se pencher.

On va pouvoir comprendre comment ces positionnements ont pesé sur les choix électoraux, mais également comment certaines valeurs pèsent plus que d'autres en fonction des candidatures. On a décidé de présenter ici uniquement deux dimensions de valeurs, socio-économiques et culturelles, et donc de rassembler les valeurs autour de l'autorité, du genre, des minorités sexuelles et de l'immigration (Figure 2). Cela se justifie par les fortes associations entre ces questions qui avaient déjà été constatées dans les années 1980 à 2000 (Grunberg & Schweisguth, 1990), même si elles commencent à se disjoindre avec le renouvellement générationnel².

Chacune de ces dimensions a été construite à partir d'une analyse en composantes principales de l'ensemble des questions traditionnelles disponibles dans l'enquête Youngelect 2022³.

Une partie importante du hiatus entre valeurs plutôt « à gauche » et votes « plutôt à droite » tient bien à la manière dont les valeurs sont politisées et se reflètent dans les votes. D'abord, les votes de 2022 s'insèrent toujours dans la « politique des deux axes » (Tiberj, 2012). Les votes pour la plupart des candidats trouvent leurs sources à la fois dans les valeurs socio-économiques et les valeurs culturelles, ce qui avait débuté dans les années 1990. Encore en 1988, les votes de gauche et de droite se construisaient uniquement autour des enjeux socio-économiques, les positions sur les valeurs culturelles ne jouant qu'à la marge. En 2022, seul le vote pour Valérie Pécresse apparaît unidimensionnel. Dans son cas, seules les valeurs socio-économiques pèsent : son noyau dur électoral se situe parmi les libéraux (soc--) indépendamment de leurs positions culturelles.

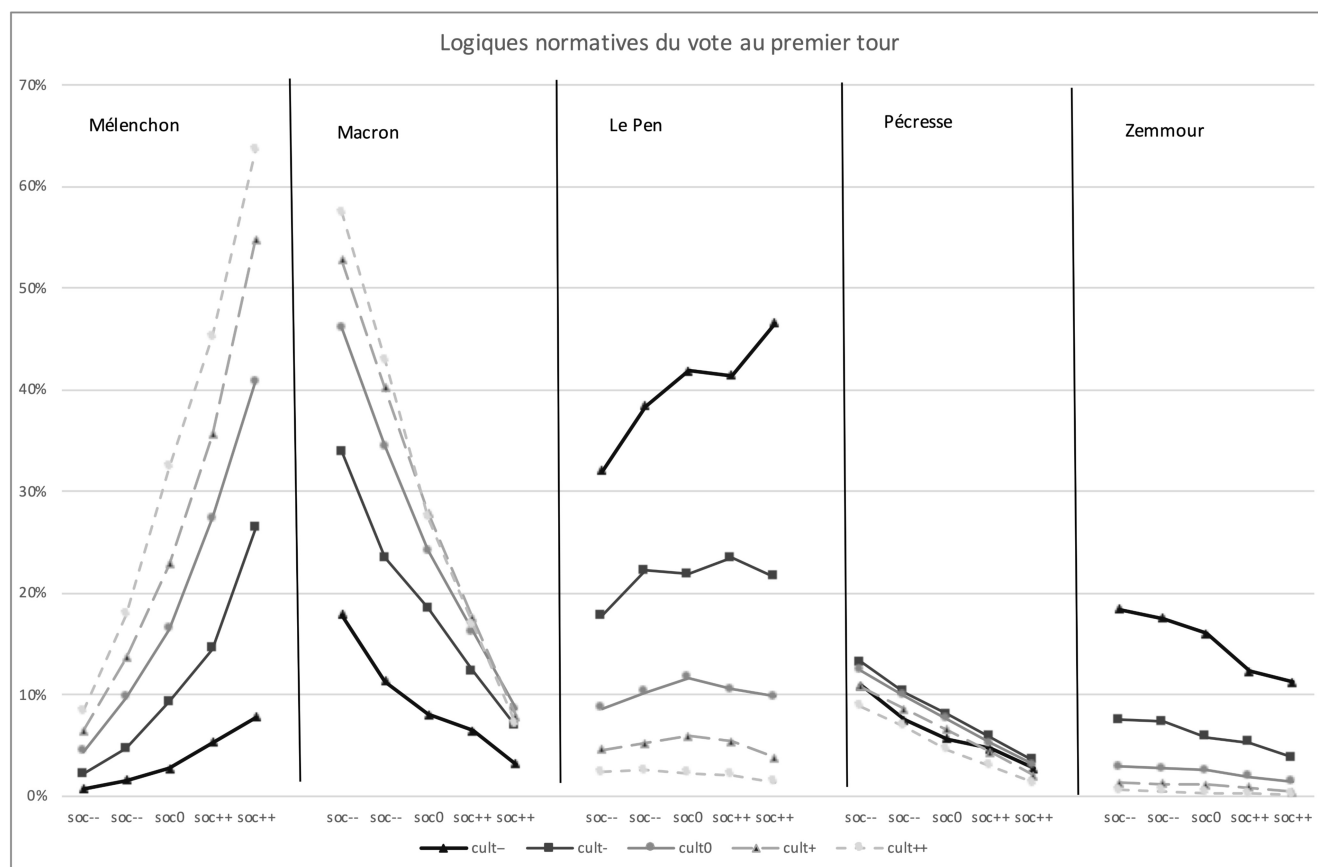
Les noyaux durs électoraux des autres candidats sont des combinaisons de valeurs socio-économiques et culturelles. Ainsi, les chances de voter pour le président sortant progressent avec l'attachement aux libéralismes économique et culturel. Si on prend le troisième quintile culturel on passe ainsi d'une chance de voter pour le président sortant de 8 % chez les moins libéraux à 34 % chez les assez libéraux et 46 % chez les très libéraux. En cela le candidat LREM est bien « de droite » socio-économiquement parlant. Mais cela n'explique qu'imparfaitement ses logiques de vote. Ses meilleurs scores se retrouvent parmi les doublements « libéraux » alors qu'il peine à rassembler les « libéraux conservateurs » : les chances pour que les plus libéraux économiquement et les plus culturellement ouverts votent pour lui sont de 57 % (au premier tour), alors que la probabilité pour les plus libéraux économiquement et les plus conservateurs culturellement n'est plus que de 18 %. Ces derniers ont plus de chances de voter Marine Le Pen (32 %) et autant

2. Parmi les milléniaux, il y a désormais presque consensus sur la place des femmes dans la société et l'adoption pour les couples homosexuels alors que l'immigration continue de diviser (tout en étant plus acceptée que chez leurs aînés). En revanche, chez les *baby-boomers*, le conservatisme culturel et la tolérance à l'immigration restent fortement liés. Accepter l'adoption pour les homosexuels et trouver qu'il n'y a pas trop d'immigrés sont associés à +0,33 (tau-b de Kendall) chez les seconds, contre +0,22 chez les premiers. Pour le lien entre considérer que la place des femmes n'est pas de rester à la maison

et trouver qu'il n'y a pas trop d'immigrés les tau-b sont respectivement de +0,30 et +0,11.

3. Enquête coordonnée par Vincent Tiberj et Amaia Courty (CED, Sciences Po Bordeaux), financée par l'INJEP, la Région Nouvelle-Aquitaine, le CEE de Sciences Po Paris et la Fondation Jean Jaurès et réalisée par Kantar en mai-juin 2022.

Figure 2 : Les logiques normatives du vote au premier tour des élections présidentielles françaises en 2022



Sources : Enquête Youngelect. Lecture : chances de voter pour un candidat lors du premier tour de la présidentielle en fonction des valeurs socio-économiques et culturelles à partir d'un modèle de régression multinomiale incluant les deux dimensions de valeurs. Par souci de présentation, j'ai regroupé l'échantillon en quintile : des plus redistributeurs (soc++) aux plus libéraux économiquement (soc--) et des plus conservateurs culturellement (cult-) aux plus ouverts (cult++).

de chances de voter Éric Zemmour (18 %). D'ailleurs, Emmanuel Macron marque une différence avec l'ancien monde politique. Nicolas Sarkozy en 2007 et 2012 faisait ses meilleurs scores parmi les libéraux autoritaires (Tiberj, 2012), les libéraux libertaires préférant François Bayrou, mais aussi les candidats socialistes (Ségolène Royal ou François Hollande).

Jean-Luc Mélenchon « ressemble » aux candidats socialistes de 2007 et 2012. Il attire bien à gauche socio-économiquement, mais uniquement parmi ceux attachés à l'ouverture culturelle. Les interviewés très favorables à la redistribution ont une chance de voter pour le candidat insoumis de 64 % s'ils sont aussi parmi les plus ouverts. Mais elle n'est plus que de 8 % s'ils sont culturellement conservateurs. Pour ces derniers, le vote pour M. Le Pen est beaucoup plus probable (46 %).

Enfin, la comparaison entre les électorats de M. Le Pen et É. Zemmour est particulièrement intéressante : tous deux

s'ancrent parmi les conservateurs culturels, mais pas les mêmes. Éric Zemmour fait ses meilleurs scores chez les « libéraux conservateurs » et peine à attirer les électeurs conservateurs favorables à la redistribution. Marine Le Pen fait mieux que lui chez les libéraux conservateurs (32 % contre 18 %), mais encore plus chez ceux que Herbert Kitschelt (1997) qualifie de « *welfare chauvinist* » : parmi eux, la probabilité de ce vote atteint 46 %.

Enfin, il y a bien un lien entre vote et enjeux culturels, mais il est faux de considérer que les débats autour de la redistribution, du rôle économique de l'État ou du libéralisme économique sont passés au second plan. Ces valeurs continuent de travailler les différents électorats. En cela, la tentative d'imposer un seul clivage autour des enjeux culturels entre LREM et le RN était déjà invalidée en 2017, et c'est toujours le cas en 2022.

Conclusion

La « politique des deux axes » est l'élément majeur qui permet de résoudre ce paradoxe entre valeurs à gauche et votes à droite, démontrant surtout l'importance de la politisation des valeurs. Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron, on se retrouve dans une situation où les trois acteurs majeurs se neutralisent sur cet espace à deux dimensions, et sans doute bientôt plus quand les oppositions sur l'environnement et le climat vont gagner en importance. En 2022, la gauche a perdu alors qu'en termes de valeurs, celle-ci était dans une situation favorable. Sur la dimension socio-économique, la gauche partisane ne fait pas le plein, parce que la polarisation autour des divisions culturelles la prive des électeurs conservateurs, et pourtant en faveur de la redistribution, qui choisissent Marine Le Pen. Sur la dimension culturelle, la gauche ne récupère pas non plus l'ensemble des électeurs culturellement progressistes, puisque les électeurs libéraux socio-économiques et ouverts se sont plutôt alignés sur Emmanuel Macron. C'est le cas de la gauche, mais également des deux autres pôles autour du Président et de Marine Le Pen. Eux aussi se trouvent limités dans leur capacité à attirer des électeurs. Au premier tour, le président n'attire pas tous les libéraux économiques et il lui manque les plus conservateurs. Quant à Marine Le Pen, elle ne récupère pas tous les conservateurs culturels : si on prend le deuxième quintile conservateur (cult-), elle est devancée par Emmanuel Macron chez les économiquement libéraux (18 % contre 33 %) et par Jean-Luc Mélenchon pour les plus redistributeurs d'entre eux (21 % contre 26 %).

On peut même se demander si ces difficultés à rassembler ne vont pas s'aggraver. Car il fut un temps où les seconds tours

obligeaient les électeurs dont les candidats choisis au premier tour étaient éliminés de se reporter sur d'autres choix, même si ces derniers ne leur correspondaient qu'imparfaitement. Le second tour de la présidentielle de 2022 reste l'un de ces moments, même si déjà certains électeurs éloignés des positions du Président, notamment sur la redistribution, ont refusé de le soutenir. Or, les frontières entre les trois blocs se renforcent désormais, à tel point que les électeurs LREM ont souvent refusé de choisir entre NUPES et RN lors des élections législatives de 2022, tout comme les autres électeurs dont les candidats étaient exclus des seconds tours. On peut donc se demander si un ordre électoral tripolaire n'est pas en train de se structurer (Martin, 2017 ; Gougou & Persico, 2017). Mais il est fragile, car près d'un électeur sur deux s'est abstenu lors des législatives.

Il n'en reste pas moins que l'électorat ne s'est pas droitisé. Les valeurs de fermeture culturelle reculent fortement dans le temps, tandis que les demandes de redistribution restent fortes, bien qu'elles fluctuent. On a là une situation étonnante de disjonction entre les électeurs et l'offre politique qui est censée les représenter. Ceci laisse à penser que la « relative stabilité » des résultats électoraux est trompeuse et qu'il pourrait bien « y avoir du mouvement » et des reconfigurations politiques dans les années à venir. Mais on pourrait aussi aller vers une disjonction encore plus forte entre citoyens, d'une part, et résultats électoraux, d'autre part. Dans ce cas, on pourrait bien se demander « à quoi bon » servent ces évolutions normatives.

Bibliographie

- Gougou F. & Persico S.** (2017), « A New Party System in the Making? The 2017 French Presidential Election », *French Politics*, vol. 15, n° 3, p. 303-321.
- Grunberg G. & Schweisguth É.** (1990), « Libéralisme culturel, libéralisme économique », in CEVIPOF, *L'Électeur français en questions*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 45-70.
- Hansen K. M. & Pedersen R. T.** (2014), « Campaigns Matter: How Voters Become Knowledgeable and Efficacious During Election Campaigns », *Political Communication*, vol. 31, n° 2, p. 303-324.
- Hervé N.** (2022), « Médiatisation des candidat-e-s à l'élection présidentielle », paper, https://www.herve.name/research/nherve_presidentielle_2022_v1.0.pdf
- Inglehart R.** (1979), *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press.
- Jacobson G. C.** (2015), « How Do Campaigns matter? », *Annual Review of Political Science*, n° 18, p. 31-47.
- Kellstedt P.** (2003), *The Mass Media and the Dynamics of American Racial Attitudes*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Kitschelt H.** (1997), *The Radical Right in Western Europe. A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- Lefebvre R.** (2022), *Faut-il désespérer de la gauche ?*, Paris, Éditions Textuel.
- Mahoudeau A.** (2022), *La Panique woke*, Paris, Éditions Textuel.
- Martin P.** (2017), « Un séisme politique. L'élection présidentielle de 2017 », *Commentaire*, n° 158, p. 249-264.
- Matonti F.** (2021), *Comment sommes-nous devenus réacs?*, Paris, Fayard.
- Mayer N. & Tiberj V.** (2016), « Who Were the "Charlie" in the Streets? A Socio-Political Approach of the January 11 Rallies », *International Review of Social Psychology*, vol. 29, n° 1, p. 59-68.
- Sécail C.** (2022), « L'élection présidentielle 2022 vue par Cyril Hanouna. La pré-campagne (septembre-décembre 2021) », <https://lesfocusdulcp.files.wordpress.com/2022/01/synthecc80setpmp-1.pdf>
- Siegfried A.** (1913), *Tableau politique de la France de l'Ouest*, Paris, Armand Colin.
- Stimson J.** (2018), « The Dyad Ratios Algorithm for Estimating Latent Public Opinion. Estimation, Testing, and Comparison to Other Approaches », *Bulletin of Sociological Methodology/Bulletin de méthodologie sociologique*, n° 137-138, p. 201-218.
- Stimson J. A., Thiébaud C. & Tiberj V.** (2012), « The Evolution of Policy Attitudes in France », *European Union Politics*, vol. 13, n° 2, p. 293-316.
- Tiberj V.** (2008), *La Crispation hexagonale. France fermée contre France plurielle, 2001-2007*, Paris, Plon.
- Tiberj V.** (2012), « La politique des deux axes : variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007) », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 1, p. 71-108.
- Tiberj V.** (2017), *Les Citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Puf.
- Tiberj V.** (2020), « Voter ne suffit plus. Renouvellement générationnel, rapport à l'élection et transformation de la participation politique », *Agora débats/jeunesses*, n° 86, p. 143-159.
- Tiberj V., Denni B. & Mayer N.** (2013), « Un choix, des logiques multiples. Préférences politiques, espace des possibles et votes en 2012 », *Revue française de science politique*, vol. 63, n° 2, p. 249-278.
- Wlezien C.** (1995), « The Public as Thermostat. Dynamics of Preferences for Spending », *American Journal of Political Science*, vol. 39, n° 4, p. 981-1000.